

**ETUDE DE L'IMPACT DES POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS SUR
L'EMPLOI ET LA PAUVRETE AU SENEGAL (IPRE)**

Offre Technique :

De :

**L'ECONOMISTE, SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL**

COMPREHENSION DES TERMES DE REFERENCE ET DES RESULTATS ATTENDUS

Dans ses grandes lignes, les termes de référence restent assez clairs sur les objectifs de l'étude et sur les résultats attendus. Il reste que pour le spécialiste en développement industriel, deux (2) parties peuvent lui revenir ; il s'agit :

- du point 3 des TR : Revue de l'investissement du secteur privé
- et du point 4 : Investissement dans le secteur industriel et des services.

En supposant surmonter les problèmes conceptuels des termes utilisés, qui à priori peuvent faire l'objet de compromis avec le maître d'œuvre, ces parties mentionnées ci – dessus appellent de notre part quelques éléments de réflexion :

Au Sénégal, les autorités ont toujours considéré l'investissement comme un levier central dans leur stratégie de croissance. C'est ainsi que le taux de FBCF (Formation Brute de Capital Fixe) (FBCF/PIB) en volume est passé de 14,5 % à 19,4 % entre 1996 et 1998 et qu'au terme du IX ème plan (1996-2001), le taux d'investissement devrait atteindre au moins 36 %.

Les deux formes d'investissement, l'investissement privé et l'investissement public qui se complètent ont des manifestations et des domaines très précises.

L'investissement privé, en raison du poids encore important de l'Etat dans le système productif est mal connu et que le guichet unique permet de l'approcher. A ce niveau, il apparaît :

- en moyenne sur la période 1996 – 1997 que les projets pour extension constituent la majorité (65 %) contre (35 %) pour des projets de création ;
- une prépondérance du secteur secondaire (77 %) suivi du tourisme (12,7 %) ;
- un taux de réalisation des intentions d'investir de 36 % en moyenne sur la période 1990 – 1997 avec un record de 51 % en 1996.

Que l'investissement public lui, est dominé par la mise en place d'infrastructures structurantes tels que les aménagements hydro-agricoles, la poursuite de la réhabilitation et l'extension du réseau routier, l'amélioration de la fourniture d'électricité (surtout rurale) qui constituent des facteurs essentiels pour l'amélioration d'un environnement propice à la production.

En terme de résultats attendus dans le cadre de cette étude, le spécialiste en développement industriel est tenu de procéder à l'évaluation des investissements industriels et leur sensibilité à l'emploi et à la pauvreté comme spécifié dans les termes de référence.

Cela suppose que soient menées des investigations en vue de traiter pour ce qui concerne la revue de l'investissement du secteur privé :

- une analyse quantitative des effets implicites et explicites des politiques économiques fiscales et réglementaires sur le volume, la composition et la nature des investissements du secteur privé. A ce niveau les projets agréés au Guichet Unique font l'objet de suivi de leur exécution. Il s'agira d'exploiter ces données, mais aussi certaines organisations patronales tel que le (SPIDS) qui disposent de données très utiles ;
- évaluer le niveau, l'impact et l'efficacité des investissements privés au cours de ces dernières années en terme notamment de création d'emplois (analyse économique multicritère des projets agréés)
- faire une revue détaillée des principaux investissements privés et leur répartition en terme spatial et sectoriel
- recommander des mesures adéquates et des mécanismes institutionnels pour promouvoir et faciliter les activités d'investissement du secteur privé en faveur de l'emploi et la réduction de la pauvreté au SENEGAL. Sur ce point des axes de réflexion ont été présentés par le Comité de pilotage du groupe de réflexion ayant élaboré la stratégie de développement du secteur privé au Sénégal sous l'égide de l'Unité de Politique Economique (UPE du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan). Il s'agira d'aller au – delà :
- faire des recommandations concrètes sur les types d'investissements favorables à l'emploi, leur localisation géographique et les secteurs et/ou filières d'activités.

Pour la partie relative à l'Analyse de l'Investissement dan le Secteur Industriel et les Services, il s'agira :

- de faire une évaluation empirique des politiques et réformes industrielles et de déterminer leur impact sur l'emploi et la pauvreté (NPI, stratégie de développement du secteur privé)

- de faire une description quantitative de l'état des industries et des services (y compris celle des technologies de l'information) et déterminer un impact sur l'emploi. Les effets de la NPI et de la dévaluation du FCFA ont laissé des traces réelles sur le tissu industriel, il faudra donc faire l'état des lieux à l'orée du 3^{ème} millénaire.
- D'identifier les principaux obstacles au progrès industriel et au développement des services dans le pays et les classer par ordre d'importance. En effet, le Sénégal ne parvient pas encore à exploiter suffisamment l'avantage qu'il tire de sa position géographique, de la qualité de ses sites, de son potentiel humain et du statut de ville internationale qu'est Dakar
- De désagréger les investissements industriels en fonction de la taille et de la répartition géographique et de déterminer leur impact sur l'emploi. Il a été soupçonné que les PME/PMI sont relativement plus créateurs d'emplois et que ce sont eux qui devraient permettre la relance du tissu industriel
- D'évaluer le flux des investissements directs étrangers dans l'industrie au cours des dix (10) dernières années au moins et leur impact sur l'emploi. A ce propos, les différents observatoires (celui de l'industrie notamment) devraient permettre ce travail
- De montrer comment le processus de libéralisation et de globalisation en cours affectent (ou non) les efforts d'industrialisation et du développement des services du pays et ce qui doit être fait pour tirer profit des opportunités qu'ils offrent, notamment dans le cadre de l'espace UEMOA. Cela pose en fait le bilan ne serait-ce que partiel de l'engagement du SENEGAL aussi bien dans le cadre de l'intégration régionale que dans celui du marché mondial (OMC) afin de tirer profit des opportunités offertes
- ¹De faire des propositions concrètes et détaillées pour accroître l'investissement dans le secteur industriel et dans les services en relation avec la promotion de l'emploi et la lutte contre la pauvreté. On sait qu'à priori que la contribution de l'Etat en programme de lutte contre la pauvreté (PLP) est égal à 10 % . Ce taux est fixé de manière institutionnelle par les bailleurs de fonds comme condition de financement des programmes et actuellement l'Etat n'a pas encore démarré son propre programme de PLP

APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour la réalisation de cette étude, l'approche préconisée comprend les parties suivantes :

(1) SPIDS : Syndicats des Industriels du Sénégal

(2) GAIPES : Groupement des Armateurs et Industriels de la pêche

- 1) La revue documentaire : il s'agira de compiler tous les documents relatifs à la NPI, à la Stratégie de Développement du Secteur Privé, des publications réalisées aussi bien par des Institutions publiques qu'internationales sur le sujet.
- 2) La consultation des observatoires et des structures de production d'informations statistiques sur le sujet (DPS, observatoire de l'industrie, de l'observatoire du Conseil Economique et Social, Guichet unique etc...) sera réalisée.
- 3) Des entretiens semi-directifs avec des personnes ressources de structures citées au point 2, mais aussi les responsables de groupements patronaux tels que le (SPIDS), (GAIPES)² etc...
- 4) Création d'une base de données prenant en compte les données sur une période qui sera fixée de concert avec le maître d'œuvre.
- 5) La fixation des objectifs en termes de quantification des impacts sur l'emploi et la pauvreté (hypothèses).
- 6) Simulations à opérer aux moyens de techniques statistiques appropriés
- 7) La rédaction du rapport provisoire. Celui-ci sera présenté et discuté avec le maître d'œuvre conformément aux termes de référence.

ORGANISATION ET CHRONOGRAMME DES TACHES

1) Organisation

Pour mener à bien la mission souhaitée, une exigence fondamentale s'impose, celle de la disponibilité de moyens de déplacement. A ce niveau le cabinet WORLD-COM assurera le déplacement de l'expert.

Pour le traitement des données, le Cabinet dispose d'un parc de micro-ordinateurs (PC) utilisant les logiciels usuels : Lotus, Microsoft Office, etc... Les données issues de la collecte peuvent être traités avec et dans la forme voulue par le commanditaire.

2) Chronogramme

Le consultant spécialiste en développement industriel prévoit de réaliser l'ensemble de ces prestations dans un délai maximal de huit (8) semaines. Cette durée n'intègre pas les délais d'interaction avec le maître d'œuvre appelé à valider le programme de travail de la prestation.

1^{ère} phase : Recherche documentaire , la première semaine lui sera consacrée

2^{ème} phase : Les entretiens semi-directifs. Etant donné le problème de disponibilités des cibles , il sera retenu deux (2) semaines pour cette tâche.

3^{ème} phase : Création de la base de données qui suppose leur synthèse harmonisation et contrôle de leur qualité pour une (1) semaine.

4^{ème} phase : Fixation des objectifs et rédaction du rapport provisoire pour deux (2) semaines.

5^{ème} phase : Rédaction du rapport final après recueil des observations du maître d'œuvre : deux (2) semaines.

PROFIL DE L'EXPERT

ECONOMISTE, SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

MOUSTAPHA DIALLO

Statisticien économiste, spécialiste en développement industriel a été pendant plusieurs années chargé d'études à la Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle et Attaché d'Etudes à la Société nouvelle des Etudes de Développement en Afrique. Monsieur DIALLO, a en tant que chef de la Division Etudes de Marchés et Statistiques d'Entreprises de la SONED conduit de nombreuses études dont l'enquête sur la potentiel industriel du Sénégal, l'évaluation économique et financière du Tourisme au Sénégal, l'Impact socio-économique du projet d'extraction des tombes dans la zone des Niayes.

A la SONEPI, Monsieur DIALLO a été à la base de nombreuses études de projets industriels et Etudes sectorielles notamment Etudes sur les potentielles de développement des régions dotées de domaine industriel, Etude sur les incidences des conflits sociaux et de l'action syndicale sur la production et la productivité dans le secteur industriel. En outre, Monsieur DIALLO a dans le cadre de ses activités de Free Lance participé avec des cabinets de la place à plusieurs études dont l'Etudes sur l'opérationnalisation du processus « sahel 21 » relative aux cinq priorités du Programme d'Investissement, Etude da la stratégie et des actions de modernisation et d'ouverture de la commercialisation du bois-énergie aux regroupement de jeunes et des femmes.